

RÉGIME DE CONCURRENCE ET BIEN-ÊTRE DES ENTREPRISES

#2/2009

Les entreprises ont tendance à penser que le droit et la politique de la concurrence sont des outils pour les consommateurs et non pour eux. La conception et l'exécution appropriées d'un régime de concurrence permet l'amélioration du bien-être de la communauté des affaires. Un régime efficace de concurrence (couvrant les distorsions de la concurrence) peut empêcher les pratiques anticoncurrentielles affectant les acteurs sur un marché. Cet article défend l'argument qu'une politique et une loi de la concurrence dynamiques et appropriées sont importantes et bénéfiques pour toutes les entreprises.

Introduction

Les entreprises ont généralement été contre l'adoption ou la mise en place d'un régime de concurrence presque partout, parce qu'elles craignent que leurs bénéfices soient limités par une telle loi qui cherche à créer l'ordre sur les marchés. Cependant ceci n'est pas tout à fait vrai lorsqu'on regarde le problème sous un angle plus large. Par exemple, en conduisant sur les routes indiennes, devrait-on être enchanté de ne voir aucun policier réguler le trafic ? Peut-être pas. Pour le bien de tous conducteurs, le trafic doit être régulé et c'est la responsabilité des policiers. Autrement, ce serait le chaos total et les accidents de la route deviendraient un mode de vie. De même, le régime de concurrence régule le marché et garde un œil sur les nids de poule, c'est à dire les pratiques anticoncurrentielles, et favorise le bien-être des entreprises.

Quel mal pourrait-il en résulter et quel développement économique l'application appropriée d'un régime de concurrence permet-elle de réaliser ? Ces deux questions sont toujours présentes dans l'esprit des milieux d'affaires, des décisionnaires, des milieux académiques, etc., à chaque fois que se pose le débat sur les bénéfices de l'adoption d'un tel régime. Maintenant que plus de 100 pays ont adopté des lois sur la concurrence, on peut considérer que ce débat est voué à disparaître. Cependant, chacun se rend compte que la seule adoption d'un régime de concurrence n'est pas suffisante, sa bonne implémentation est primordiale. En n'accordant pas aux autorités de concurrence les ressources appropriées, une autonomie et le soutien politique pour qu'elle puisse fonctionner efficacement, les effets du régime de concurrence après sa mise en place peuvent se révéler très différents de ceux escomptés. Par conséquent la discussion continue et l'objectif de cet article de point de vue est d'énoncer

et d'évaluer les avantages que les entreprises gagnent avec l'exécution efficace d'un régime de concurrence.

Régime de concurrence vis-à-vis des entités d'affaires ?

Si on regarde les principaux cas connus de pratiques anticoncurrentielles, les entreprises aussi en ont payé les frais tout comme les consommateurs. Les entreprises engagées dans la production de biens de consommation intermédiaires et les services trouvent souvent avantageux de continuer leurs pratiques anticoncurrentielles, telles que des cartels, etc. Comme les consommateurs n'achètent pas directement ces biens et services, ces pratiques n'attirent pas l'attention du public ou des médias. Dans le monde entier, les biens étant connus pour être enclin à la cartellisation sont les biens de consommation intermédiaire tels que l'aluminium. L'acier, le ciment, etc., utilisés par les différentes industries comme matières premières. Les producteurs de ciments indiens ont augmenté leurs tarifs en passant des accords sur les prix. Les principales entreprises du bâtiment, qui consomment environ 60 pour cent du ciment vendu dans le pays, ont trouvé la pilule difficile à avaler. Ces compagnies, sous l'égide de l'Association des Constructeurs Indiens (BAI), ont poussé l'Association des Fabricants de Ciment (CMA) de l'Inde à réviser leurs prix à la baisse. Mais la CMA a rejeté leur demande. L'autorité de concurrence Indienne, étant on ne peut plus inefficace, n'était d'aucun secours. La BAI a ainsi décidé de se lancer dans le boycottage sélectif. Elle a pris pour cible deux compagnies importantes dont on pensait qu'elles menaient le cartel. L'action a réussi et le prix du ciment est retombé.

Le droit de la concurrence bénéficie-t-il aux entreprises ?

Les quelques paramètres ci-dessous ont été donnés pour illustrer comment la concurrence bénéficie aux entreprises :

Rivalité entre firmes

Les experts en la matière ont précisé que, dans certaines circonstances, la concurrence contribue à l'innovation, à la productivité et à la croissance. D'abord, augmenter la concurrence entre les firmes incite les patrons à se concentrer sur l'amélioration de la gestion de leur entreprise afin de maximiser les profits et de prévenir les pertes. Un des principaux juristes américains du début du vingtième siècle, le juge Learned Hand, a observé que « l'état de puissance économique incontestée étouffe l'initiative, décourage l'épargne et diminue la ferveur. L'immunité par rapport à la concurrence est un narcotique et la rivalité un stimulant au progrès industriel. »

Le deuxième argument en faveur de l'application d'une loi de concurrence pour l'amélioration de la gestion d'entreprise, est que les bienfaits d'une réforme commerciale ne peuvent être réalisés sans une mise en application efficace de la loi sur la concurrence. En l'absence d'un régime de concurrence, la réduction des barrières au commerce serait remplacée par des pratiques anticoncurrentielles. Par exemple, la réduction des coûts d'importation de machines et autres biens d'équipement augmenterait l'investissement et profiterait à l'économie. Mais la réduction des barrières au commerce sur de tels biens de consommation durable peuvent ne pas résulter en la croissance du secteur privé ou de l'économie, s'il existe des pratiques anticoncurrentielles telles que des cartels, une surévaluation des prix, des abus de position dominante, etc.

La troisième source de preuves est le rapport entre la politique/loi de la concurrence et l'Investissement Direct à l'Étranger (IDE), qui est une source de financement importante pour la croissance des entreprises dans n'importe quel pays. L'application appropriée d'un régime de concurrence améliore la stabilité de l'économie, qui est importante pour attirer les IDE et pour maximiser les bienfaits qui accompagnent de tels investissements. Un article de synthèse sur le rapport entre la politique de la concurrence et l'IDE a mentionné comme suit dans les discussions du groupe de travail de l'OMC sur

l'interrelation entre le commerce et la politique de concurrence :

« La remarque a été faite dans diverses contributions orales et écrites au groupe que l'exécution d'une politique de concurrence transparente et efficace peut être un facteur important pour attirer les IDE et maximiser les retombées d'un tel investissement. Plus spécifiquement, ces contributions ont suggéré que la politique de la concurrence peut augmenter l'attraction d'une économie pour les IDE en fournissant un mécanisme transparent et basé sur des principes pour la résolution des conflits impliquant un tel investissement, conformément aux normes internationales largement acceptées. Ceci augmente la confiance des investisseurs et donc leur propension à investir. Une concurrence vigoureuse sur un marché, renforcée par la politique de la concurrence, aide également à maximiser les bienfaits d'un tel investissement pour les pays, en encourageant les firmes à construire des équipements de production de haute qualité, à transférer les dernières technologies et à entreprendre des programmes de formation appropriés tout en empêchant l'exploitation des consommateurs ». (OMC 1998:8)

Croissance des marchés

L'entrée de nouvelles entreprises ou l'expansion de celles qui existent déjà peut bénéficier à d'autres sociétés en augmentant la taille des marchés et en découvrant de nouvelles opportunités. Par exemple, dans le secteur des télécommunications, l'entrée d'une nouvelle société augmente tout le nombre d'abonnés. En plus de cela, la plus grande taille du marché permet également l'émergence de nouveaux services à valeur ajoutée et, troisièmement, l'augmentation du nombre de consommateurs augmente également la demande pour les équipements auxiliaires, tels que les téléphones, les antennes-relais, les logiciels de télécommunication, etc. L'entrée de nouveaux acteurs apporte également avec elle des techniques de gestion innovantes.

Facilité d'entrée et de sortie

La facilité d'entrée peut être à double tranchant. Si une entreprise veut se lancer dans un secteur particulier, les barrières à l'entrée agissent comme un obstacle. D'un côté, la plupart des entreprises voudraient opérer dans des secteurs où il est difficile d'entrer, mais voudraient d'un autre côté que les réglementations pour l'entrée sur les marchés soient assouplies dans le cas où ils visent à percer dans d'autres secteurs. Des barrières à l'entrée sont généralement liées aux imperfections des marchés

financiers ou aux réglementations gouvernementales. Les imperfections des marchés financiers rendent l'accès au capital pour les firmes ayant des projets viables, ou alors ce capital est facilement disponible pour celles ayant déjà enregistré des succès. Les réglementations gouvernementales telles que les licences ou les droits à payer agissent également comme barrière à l'entrée.

Conclusion

Dans probablement toutes les juridictions, ce sont les entreprises plus que les consommateurs qui s'adressent aux autorités de concurrence pour assurer des pratiques juste sur les marchés. Cependant, le lobby des affaires, particulièrement dans les pays en voie de développement, reste un fervent opposant à l'adoption ou à l'application d'une loi sur la concurrence. On se demande s'il arrive aux milieux d'affaires d'analyser le coût du manque de concurrence pour les firmes quand elles achètent des consommations intermédiaires. Toutes les sociétés ne sont pas verticalement intégrées, ne produisent pas toutes les matières premières et consommations intermédiaires qu'elles utilisent dans le processus de production. Tant qu'ils achèteront des biens et des

services sur des marchés où la concurrence est faible, leurs coûts augmenteront ainsi que le prix de vente de leurs produits finis. Les entreprises sont aussi des consommateurs et donc également exposées aux pratiques anticoncurrentielles et, en l'absence d'un régime de concurrence, leurs affaires sont directement affectées. Par exemple, *Reliance* et *Indo Rama Synthetics* avaient augmenté le prix des fibres discontinues de polyester (PSF) de 26% et s'achetaient sur le marché pour Rs. 71.5/kg. En comparaison, les PSF importés étaient disponibles à Rs. 56/kg mais après avoir été taxés plusieurs fois, leur prix montait à Rs. 77.8/kg. Les producteurs nationaux de PSF avaient fixé leurs prix par rapport à celui des PSF importés et avaient tiré profit de la protection douanière. *Reliance* et *Indo Rama Synthetics* se sont assurés d'une concurrence minime en manipulant la politique commerciale pour maintenir des barrières au commerce élevées et sont devenus immensément riches. Ainsi, le plus tôt les entreprises comprennent l'importance et l'avantage d'un bon régime de concurrence, mieux sera-t-il pour elles et pour le reste de la société.

© CUTS. This Viewpoint Paper is written by Pradeep S. Mehta and Smita John of and for the CUTS Centre for Competition, Investment & Economics Regulation, D-217, Bhaskar Marg, Bani Park, Jaipur 302 016, India. Ph: 91.141.228 2821, Fx: 91.141.228 2485, Email: c-cier@cuts.org, Website: www.cuts-ccier.org.



